

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plérin

Plérin, le 26/09/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ERA PERENNES**

LIEU-DIT LA BOISSIERE

--

22200 Plouisy

Références : 2025.299

Code AIOT : 0005500069

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement ERA PERENNES implanté 18 Route de Kerbost -- 22200 Grâces. L'inspection a été annoncée le 19/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection réalisée le 23 septembre 2025 sur le site ERA PERENNES de GRÂCES fait suite à l'accident qui s'y est déroulé le matin du 19 septembre 2025, à savoir la rupture, puis l'effondrement, du silo S2.

Ce contrôle avait pour objectifs :

- de constater quelles étaient les zones impactées par l'épandage des grains,
- de recueillir les éléments, connus à ce jour, susceptibles d'expliquer l'apparition de

- l'accident,
- d'échanger avec l'exploitant sur les thématiques concernant la sécurisation du site, la gestion des grains épandus et des déchets. A noter que cet échange a notamment tenu compte des éléments indiqués par l'expert agricole lors de sa visite du site du 22 septembre 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ERA PERENNES
- 18 Route de Kerbost -- 22200 Grâces
- Code AIOT : 0005500069
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement ERA PERENNES est autorisé à exploiter dans la zone industrielle de GRÂCES des silos de stockage de céréales, soumis à autorisation au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des ICPE.

L'activité est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 19 juin 1991, qui a été complété le 4 mars 2010.

**Contexte de l'inspection :**

- Accident

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les installations de stockage de céréales exploitées par la société ERA PERENNES sur le site de GRÂCES sont pilotées par un automate qui permet, notamment, de mesurer la température en plusieurs points des silos et déclenche, si nécessaire, la mise en route d'une ventilation. Cet automate est équipé d'une batterie qui lui permet de fonctionner même en cas de coupure d'électricité.

L'exploitant a indiqué que l'autonomie de cette batterie était de 3 jours.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Exploitation - Consignes	Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Mesures d'urgence	15 jours
4	Déchets	Arrêté Préfectoral du 19/06/1991, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Incident-Accident	Arrêté Préfectoral du 19/06/1991, article 4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conditions de stockage des grains	Arrêté Préfectoral du 19/06/1991, article 20	Sans objet
5	Travaux	Arrêté Préfectoral du 19/06/1991, article 24	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Actuellement, l'exploitant ne connaît pas précisément la cause de la rupture du silo S2. Cependant, l'analyse des températures mesurées dans ce silo au cours des heures ayant précédé l'accident semble écarter les hypothèses liées à l'apparition d'un phénomène d'auto-échauffement ou d'explosion.

Suite au contrôle ayant été réalisé sur site le 23/09/2025, et afin d'encadrer la sécurisation puis la remise en service du site, l'inspection des installations classées propose à M. Le Préfet des Côtes d'Armor de signer un arrêté de mesures immédiates portant, notamment, sur la réalisation des travaux nécessaires à la mise en sécurité, l'évacuation des grains, la gestion des déchets et la reprise d'activité.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Incident-Accident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/1991, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incident-Accident
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 8 de la loi du 19 juillet 1976 [repris dans l'article L. 511-1 du code de l'environnement] devra être impérativement signalé à l'inspecteur des installations classées à qui l'exploitant remettra dans les meilleurs délais un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures envisagées pour éviter le renouvellement d'un tel fait.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'une vidéo et d'enregistrement de température qui lui permet d'identifier que l'ouverture du silo S2 s'est produit le vendredi 19 septembre 2025 à 8h20.</p> <p>A 9h10, il informe par téléphone l'inspection des installations classées. En particulier, il indique qu'il n'y a aucune victime et que l'épandage des grains reste circonscrit à son site.</p> <p>A 11h38, l'inspection reçoit un mail de l'exploitant qui contient les premières informations relatives à l'accident.</p> <p>Par mail du 25/09/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection la fiche accident complétée, rédigée suivant le format préconisé par le Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels (BARPI).</p> <p>L'inspection observe cependant que l'exploitant ne dispose actuellement pas d'élément lui permettant d'identifier précisément les causes profondes responsables de la rupture du silo S2.</p> <p><b>L'inspection constate que l'exploitant répond à la prescription contrôlée.</b></p>

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Bien qu'il réponde d'ores et déjà à la prescription contrôlée, l'inspection demande à l'exploitant de compléter la fiche décrivant l'accident du 19/09/2025 dès qu'il aura connaissances d'éléments supplémentaires permettant d'identifier les causes profondes de celui-ci.

En complément, et afin de croiser les constats et ainsi, mieux comprendre l'origine et les conséquences du sinistre, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre une copie du rapport qui sera rédigé par l'expert agricole.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Conditions de stockage des grains**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/06/1991, article 20

**Thème(s) :** Risques accidentels, Conditions de stockage des grains

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant devra s'assurer que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité, ...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables.

Les températures des céréales dans les cellules de stockage sera périodiquement contrôlée. Toute élévation anormale devra pouvoir être signalée au tableau général de commande, dans le cas d'installation de contrôle fixe.

La mesure de la température se fera par un (ou des) dispositif(s) fixe(s) ou manuel(s). Les résultats de ces contrôles seront consignés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

**Constats :**

L'exploitant a indiqué que les grains présents dans le silo S2 au moment de l'accident avaient une durée de stockage relativement courte dans la mesure où ils avaient été récoltés au cours de l'été 2025.

De plus, l'exploitant a transmis la procédure de réception de la matière première. Cette procédure prévoit notamment la mesure de l'humidité des grains à l'aide d'un humidimètre régulièrement étalonné. L'exploitant a également indiqué que les résultats des mesures étaient imprimés sur des tickets, archivés par l'entreprise dans le cadre du suivi qualité.

Sur le site de Grâces, dans la mesure où le site ne possède pas de séchoir, seules les céréales contenant moins de 15,5 % d'humidité sont introduites dans les silos.

Le 23/09/2025, l'inspection a souhaité s'assurer que le silo S2 n'a pas été endommagé par l'apparition d'un phénomène d'auto-échauffement ou d'explosion des grains stockés.

Il a donc été demandé à l'exploitant de présenter les enregistrements de la surveillance des températures relevées dans le silo S2 au cours des 18 et 19/09/2025.

L'inspection constate que celles-ci n'ont jamais dépassé 24 °C (si on exclut l'artéfact observé sur l'un des capteurs qui indique 100°C depuis l'accident).

**L'inspection constate que l'exploitant respecte la prescription contrôlée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Exploitation - Consignes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/03/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation - Consignes
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. [...] les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose de protocoles décrivant les actions devant être réalisées lors : <ul style="list-style-type: none"><li>• des nettoyages des différents équipements (fosse, silo, boisseau, nettoyeur, bâtiment).</li><li>• de la maintenance des installations,</li><li>• de l'apparition d'un incident.</li></ul> Le 23/09/2025, l'inspection constate que l'exploitant a respecté le protocole prévu en cas d'incident (mise en sécurité, coupure de l'alimentation électrique, évaluation des dégâts et risques, information de l'assurance et de la DREAL). En particulier, l'exploitant a présenté les travaux qu'il allait réaliser prioritairement pour sécuriser son site (vidange des silos S1 et S3 afin de limiter les risques d'ensevelissement lors des travaux de retrait des ferrailles provenant des transporteurs impactés). Dans un second temps, il envisage de gérer les grains épandus au sol, soit en les transférant vers d'autres unités de stockage, soit en les éliminant dans une filière de méthanisation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de lui fournir un planning des interventions envisagées pour la sécurisation des installations, l'enlèvement des grains et la remise en activité du site. En particulier, il est demandé que le stockage des grains évacués vers d'autres sites soit réalisé en respectant les conditions nécessaires à la maîtrise des risques liés à cette activité (respect des quantités autorisées pour chaque site d'accueil, vérification du taux d'humidité avant introduction dans un silo, retrait des éventuels objets étrangers, mesure régulière de la température au cours des stockages).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Mesures d'urgence
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 4 : Déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/1991, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit éliminer ou faire éliminer les déchets produits par les installations, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement. Les déchets ne pouvant être valorisés seront éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet, au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b>  Le 23/09/2025, l'exploitant identifie que l'accident du 19/09/2025 va générer les déchets suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• ferrailles et autres équipements, type « moteur ». A noter qu'habituellement, ces déchets sont pris en compte dans le cadre du contrat de démolition et sont évacués par le prestataire ;</li><li>• grains souillés.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  En ce qui concerne les éléments évacués en tant que déchets, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre une copie des bordereaux de déchets indiquant notamment la nature et la quantité du déchet ainsi que le site et la filière d'élimination.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/1991, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Travaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tous les travaux, réparations, aménagements sortant du domaine des opérations d'entretien courant, ne pourront être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou la personne nommément désignée par lui. Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant. Cette consigne fixera notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux. [...] Des visites de contrôle seront effectuées après toute intervention.
<b>Constats :</b>  Le 23/09/2025, l'inspection constate que l'exploitant n'a encore mis en œuvre aucune action particulière pour évacuer les grains ou les tôles arrachées lors du sinistre.

Cependant, des travaux devront être réalisés pour pouvoir, d'une part, sécuriser le site et, d'autre part, permettre sa remise en fonctionnement
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit rédiger les plans de prévention nécessaires avant toute intervention d'une entreprise extérieure sur son site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite